



AGIR ET NE PAS SUBIR

Malgré les forts mécontentements exprimés par les cheminots, les 19 janvier, 5 février et 10 mars 2005, et les quelques inflexions concédées, le Gouvernement et la Direction SNCF poursuivent leur politique de casse de l'emploi, de pressions sur les salaires, de filialisations, d'externalisation, de démantèlement de la SNCF et du service public, favorisant ainsi l'ouverture à la concurrence et le dumping social.

La fonction équipement n'échappe pas à ces politiques, et au regard de la situation les Collectifs nationaux VB et SES appellent les cheminots, avec leurs élus CGT à débattre et à s'inscrire massivement dans :

LA JOURNEE D'ACTION DE GREVE DU 2 JUIN 2005

à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales.

AGIR ENSEMBLE POUR LA DEFENSE DE L'EMPLOI A STATUT A L'EQUIPEMENT.

Alors qu'il y a nécessité de dégager des moyens supplémentaires pour renforcer la maintenance des installations, la modernisation et le développement de l'infrastructure ferroviaire, afin de pallier au vieillissement alarmant du réseau ferroviaire :

- l'âge moyen du rail entre 1998 et 2003 est passé de 30,5 à 32,5 ans.
- l'âge moyen des traverses quant à lui est passé de 32,7 à 34,9 ans.

La Direction de la SNCF, faute de budget et d'effectifs suffisants :

- ⇒ Allège la maintenance, reporte des travaux, met en place de nouveaux ralentissements et supprime massivement des emplois à l'Équipement.

- ⇒ **696 emplois supprimés en 2004** dans les établissements V et 49 en régions.
- ⇒ **1 136 suppressions d'emplois annoncées pour 2005 en établissements.**
- ⇒ **1 380 départs** et seulement 300 à 350 recrutements annoncés, auxquels il convient d'ajouter 170 embauches à réaliser dans le cadre des mesures annoncées le 19 janvier pour l'Île de France, **pour 69 embauches notifiées aux régions en avril 2005.**

Tout cela est inacceptable et nécessite d'amplifier nos mobilisations pour exiger des emplois supplémentaires dans tous les établissements car l'état du réseau le justifie amplement.

AGIR ENSEMBLE CONTRE LES PROJETS DE FILIALISATION DU PATRIMOINE IMMOBILIER DE LA SNCF ET D'EXTERNALISATION DE NOS METIERS, EST UNE NECESSITE.

La mise en place des ASTI (Agences de Services Telecom et Informatique), des ABE (Agences Bâtiment Energie), le projet de mutualisation des AIR (Agences Immobilières Régionales), sont autant de restructurations qui visent en fait à préparer une possible filialisation du patrimoine immobilier de la SNCF et l'externalisation de tout ou partie des emplois qui s'y rattachent.

La mise en place de 3 groupes de travail, décidée par la Direction de l'Immobilier et de l'Organisation (DIMO), visant à étudier les modalités d'un possible transfert du patrimoine immobilier de la SNCF et l'externalisation des missions et emplois d'une partie des ASTI, des ABE et des AIR dans 3 filiales différentes, nous éclairent sur les véritables intentions du Gouvernement et de la Direction SNCF : c'est l'éclatement de la SNCF en diverses filiales qui est visé.

Ce sont environ 3 000 emplois à statut qui sont en jeux. C'est l'avenir même de la SNCF en tant qu'entreprise intégrée qui est posé.

Il est donc de la responsabilité de chacun d'agir dès maintenant pour exiger l'abandon immédiat de tels projets.

EXIGER ENSEMBLE L'ARRET DES RESTRUCTURATIONS VISANT A ADAPTER LES ORGANISATIONS AUX BAISES D'EFFECTIFS ET DES MOYENS SUPPLEMENTAIRES POUR MAINTENIR ET MODERNISER NOTRE RESEAU, C'EST AMELIORER LE SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE.

L'augmentation de plus de 170% des péages depuis 1997, n'a pas conduit le Gouvernement et RFF à dégager des moyens supplémentaires pour maintenir et moderniser l'infrastructure ferroviaire.

Les multiples restructurations engagées à l'Équipement visent à adapter les organisations aux manques de moyens et d'effectifs, afin de réaliser des gains de productivité et ce au détriment des conditions de vie et de travail des cheminots.

Ainsi la direction SNCF rogne sur le niveau de sécurité et la qualité du service public et les cheminots sont confrontés à toujours plus de mobilité et de flexibilité.

La création d'une logistique nationale et le renforcement de 3 à 4 % des effectifs des 11 établissements logistiques actuels ne régleront rien sur le fond.

Si l'on considère les 1136 suppressions d'emplois, les quelques 500 mutations à opérer pour créer la logistique Nationale et renforcer les autres logistiques et les 200 détachements à réaliser sur les travaux de la LGV Est, **se sont près de 7% des effectifs qui seront supprimés en 2005 dans les 77 établissements en charge de la maintenance de l'infrastructure.**

A cela s'ajoute :

⇒ Des projets de regroupements d'établissements V, de suppressions d'UP, de brigades, d'équipes, de parcours.

⇒ Des projets de restructurations au Telecom et à l'informatique tel OPTITEL visant à une baisse de 15 à 30 % des dépenses informatiques et Telecom en 3 ans et prévoyant des reconversions et des transferts de charges de travail à IP.

⇒ Les projets de restructurations dans les pôles gestions finances des EVEN qui, au travers du projet CHEOPS, visent à la suppression de 20% des effectifs d'ici 2 à 3 ans.

⇒ Les projets logistiques visant à réorganiser l'approvisionnement des EVEN et chantiers avec transfert à la route d'une partie des trafics jusqu'ici assurés par le Fret SNCF à l'Équipement.

Et bien il est plus que temps pour les cheminots de l'Équipement d'agir pour dire Stop aux restructurations et d'exiger des moyens supplémentaires pour améliorer nos conditions de vie et de travail pour faire plus et mieux au niveau de la maintenance et la modernisation du Réseau Ferroviaire.

ENSEMBLE DEBATTONS, AGISSONS ET DECIDONS DE NOTRE AVENIR.

LE 2 JUIN 2005

TOUS LES CHEMINOTS DE L'EQUIPEMENT DOIVENT ETRE DANS L'ACTION POUR QU'ENFIN LA DIRECTION NOUS ENTENDE ET REPONDE A NOS REVENDICATIONS CONCERNANT ENTRE AUTRE L'EMPLOI ET LES SALAIRES.

P.S : Une rencontre interfédérale aura lieu le 20 mai pour définir les modalités de l'action et avoir une expression auprès des usagers.

Montreuil, le 11 mai 2005

Distribution : Secteurs pour diffusion dans les Syndicats (mail + courrier), maison, site.